
Rita Hermon-Belot

Dale Van Kley, *Les Origines religieuses de la Révolution française*

Paris, Seuil, 2002, 573 p. (bibliogr., index)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Rita Hermon-Belot, « Dale Van Kley, *Les Origines religieuses de la Révolution française* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 126 | avril - juin 2004, document 126.26, mis en ligne le 17 novembre 2005. URL : <http://assr.revues.org/2259>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales

<http://assr.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://assr.revues.org/2259>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Archives de sciences sociales des religions

année, les presbytériens américains (selon Philippe Laburthe-Tolra).

En conclusion, on pourra retenir les remarques du théologien protestant Marc Splindler sur « l'espace missionnaire, lieu d'innovations et de rencontres interculturelles » : dès l'origine, la valorisation de l'idée d'innovation a sous-tendu la mission chrétienne, plus encore dans le protestantisme que dans le catholicisme, et le mouvement œcuménique contemporain pousse au renouveau plus que jamais. On se rappellera aussi que plusieurs collaborateurs au recueil ont souligné que l'œcuménisme a été lancé en terre de mission (l'œcuménisme étant précisément le thème du précédent colloque des mêmes associations, cf. *supra*, 126.11).

Françoise Aubin.

126.26

VAN KLEY (Dale).

Les Origines religieuses de la Révolution française. Paris, Seuil, 2002, 573 p. (bibliogr., index).

L'ambition très élevée que s'est donné cet ouvrage est même une double ambition. Parce qu'il revient à la question déjà si brillamment labourée par tant de grands livres des origines de la Révolution française, question d'autant plus difficile à aborder que la Révolution s'est elle-même conçue et revendiquée comme un saut dans l'inédit, en rupture radicale avec tout ce qui avait précédé. Mais bien plus encore, parce qu'il s'agit ici de prêter des origines de nature religieuse à un immense événement généralement vu comme foncièrement antireligieux, alors que par religion, on entend généralement en France la religion catholique, elle-même perçue comme intimement liée au cours des XVIII^e et XIX^e siècles à la monarchie et même à la contre-révolution. L'auteur nous en avertit d'emblée, ces « origines » ne seront pas conçues comme simples ni unidirectionnelles. Il nous paraît d'autant plus pertinent de suivre son invitation à distinguer dans ce livre deux parcours de lecture relevant de deux échelles du temps différentes.

Le premier de ces parcours s'attache à reconstituer un processus de déconstruction : l'objet en est un absolutisme bourbon miné, bien plus encore que par les Lumières, par des controverses religieuses envisagées depuis 1560 jusqu'à 1791. Car, si l'historien américain D.V.K. doit un renom international aux ouvrages qu'il a consacrés au jansénisme, ces origines religieuses de la Révolution ne sont pas, ou tout au moins pas seulement, des origines jansénistes. L'impressionnante érudition

déployée ici remonte aux guerres de religion pour reconstituer une continuité séculaire logée dans l'association entre religion et contestation politique, parfois même subversion. Une continuité qui tient à des thèmes qui rebondissent d'une époque à l'autre, le premier chapitre montrant comment des revendications de la Ligue et des thèmes monarchomaques calvinistes peuvent s'associer pour constituer un fonds ouvert à qui veut y puiser. Mais continuité aussi, – ce qui du point de vue des effets produits s'avère tout aussi efficace –, dans la perception des acteurs, celle du peuple de Paris qui constitue un des premiers héros de ce livre, comme dans celle du pouvoir : les curés jansénistes parisiens en héritiers et continuateurs de la Fronde.

À ce processus de déconstruction, le jansénisme vient à son tour apporter une contribution d'autant plus efficace qu'elle joue sur des registres très divers. À la suite des remarquables travaux de René Taveneaux et avec le soutien actif de François Furet, l'attention des historiens a été, de longtemps, attirée par les crises qui, en réponse à la publication en 1713 de la bulle *Unigenitus* censée assurer l'éradication du jansénisme, ont scandé sans répit tout le XVIII^e siècle français : appels et rappels des opposants à la bulle, affaire dite « querelle des sacrements » des années 1750, lorsque l'archevêque de Paris a prétendu soumettre l'administration des derniers sacrements aux mourants à la production de billets de confession délivrés par des directeurs de conscience non-jansénistes, et encore expulsion des Jésuites en 1762.

En suivant minutieusement le déroulement et les effets de l'ensemble de ces crises, D.V.K. en renouvelle considérablement la lecture et particulièrement celle du bilan pour la monarchie, bilan d'autant plus lourd du fait de l'insistance que celle-ci a mise à imposer l'*Unigenitus*, jusqu'à prétendre en faire en 1730 une loi d'État, ce qui, joint au durcissement des termes de l'édit de Fontainebleau contre les huguenots, représente aux yeux de l'A., le « paroxysme » de l'absolutisme royal français. C'est-à-dire aussi le pic à partir duquel s'amorce la chute.

Dans un premier temps, la monarchie a certes réussi à expulser le jansénisme du clergé, mais celui-ci n'en a que mieux trouvé audience auprès des avocats et magistrats. Lors de la querelle des sacrements, c'est le Parlement de Paris qui prend la direction de l'affrontement avec le pouvoir et avec l'épiscopat. En parvenant à contraindre les prêtres récalcitrants à administrer les sacrements, il réussit à se poser en garant de la « tranquillité publique ». La monarchie se trouve ainsi disqualifiée dans le

rôle d'arbitre qui constituait sa justification ultime puisque le tournant absolutiste de la monarchie française s'était largement légitimé au sortir des guerres de religion par le besoin d'un pouvoir capable de s'ériger en arbitre au-dessus des conflits religieux. À cause de la nature tragique des enjeux qu'elle soulevait, la querelle a eu aussi la redoutable efficacité de mobiliser toutes les catégories sociales, alors que les polémistes et journalistes jansénistes sont passés maîtres dans l'art de s'adresser à l'opinion à la barbe de la police. On peut constater ici combien l'angle religieux rassemble et associe pratiques culturelles et culture théorique.

Les inspireurs du mouvement parlementaire ont en effet voulu justifier leur démarche, et ils l'ont fait en puisant dans l'histoire, celle de la nation franque des origines, et en filant les analogies avec le mode de fonctionnement prêté à l'Église catholique par une tradition gallicane largement revisitée à la lumière de doctrines conciliaristes empruntées aux canonistes de la Sorbonne médiévale. Ils forgent ainsi ce que l'A. appelle un « constitutionnalisme », avec pour pivot la référence à une constitution ancienne dont le Parlement serait le dépositaire et donc le défenseur face à tout empiètement, notamment monarchique. Ce qui fait émerger une conception de la nation affranchie de l'incarnation que la monarchie lui avait toujours prêté, jusque-là.

La poursuite des conflits tient à une polarisation incessante. Car, tandis qu'un certain nombre de forces jansénistes se fondent dans un parti janséniste politique, se forme symétriquement un parti dévot jésuite et épiscopal qui ne serait pas sans rappeler la Ligue. Ainsi, la moitié du XVIII^e siècle rejouerait-elle sur un mode mineur le conflit politico-religieux du XVI^e. Force est de le reconnaître au moins dans les invectives qu'échangent les adversaires.

Le versant de sa démonstration que l'A. désigne comme le plus « constructif » porte plus étroitement sur les dernières décennies du siècle et vise à montrer comment l'héritage sécularisé des controverses religieuses et politiques du XVIII^e a contribué à la formation de l'idéologie révolutionnaire. Pour autant ici, aucune marche inexorable et linéaire mais une chronologie fine distinguant des tournants successifs au cours desquels s'effectuent renversements et recompositions à la fois des alliances, des réseaux et des arsenaux thématiques.

Au nom de la résistance au « despotisme ministériel », particulièrement focalisée à partir de 1771 dans l'opposition à l'entreprise autoritaire

du ministre Maupeou, le parti janséniste donne naissance à un mouvement « patriote », tandis que nombre de membres du parti dévot se fondent dans le parti « ministériel ». Mais à partir de ce moment, le parti janséniste s'ouvre aussi à de nombreux alliés « éclairés » de plus en plus éloignés du jansénisme, alors que la politisation du mouvement philosophique s'effectue largement au cours des controverses religieuses et au contact à la fois du patriotisme janséniste et du parti dévot.

Depuis qu'a été établie l'importance des questions religieuses dans le cours de la Révolution, notamment dans l'effervescence historiographique du bicentenaire de 1989, c'est la première fois sans doute que l'on peut trouver la complexité de la question à ce point prise en compte dans son intégralité. Car s'éclaircit ici à la fois les appuis de la Constitution civile du clergé sur des principes gallicans radicalisés par les controverses autour du jansénisme, mais aussi les clivages entre des jansénistes durement divisés sur nombre de questions, et bien au-delà encore, leur malaise à tous devant le refus de la Constituante de reconnaître dans le clergé un ordre séparé, refus que manifestent aussi bien la décision de salarier les prêtres que la forme d'élections confiées non au clergé devant les fidèles, mais aux fidèles eux-mêmes, c'est-à-dire en fait à l'ensemble du corps électoral politique.

Sans doute faut-il encore considérer au titre des « origines », la série d'acquisitions qui se dessinent au fil des pages pour assurer aux générations futures des legs aussi déterminants que l'idée d'une pratique religieuse subordonnée à la « tranquillité publique », ou celle de biens de l'Église qui sont en dernier ressort ceux de la communauté des fidèles. Mais ce que l'A. entend en fait d'« origines », tient aussi au caractère dialectique du parcours et de son débouché, les deux côtés des controverses religieuses et politiques du XVIII^e ayant tous deux contribué à l'élaboration de la culture politique révolutionnaire, et aboutissant, comme le montrent les deux derniers chapitres du livre, aussi bien à la formation de l'idéologie révolutionnaire qu'à celle de la contre-révolution.

Lorsqu'il affirme que « l'Ancien Régime n'a pas été pris de l'extérieur », c'est en toute conscience que l'historien, se référant à Peter Berger comme à Max Weber, s'inscrit dans la pensée d'une sécularisation interne au christianisme. Mais il veut définir d'autant plus précisément ce qui lui incombe à lui : « montrer qu'un tel passage ne s'effectue pas sous l'effet de forces impersonnelles agissant sur les sociétés humaines, mais représente la conséquence

en grande partie involontaire de conflits et de contestations en leur sein». L'un des traits marquants de ce livre réside en effet dans sa détermination indéfectible à toujours prendre en compte l'ensemble des facteurs, à écouter toutes les voix et tous les discours, aussi divers, paradoxaux ou contradictoires qu'ils puissent paraître. Une exigence servie dans la version française par le remarquable travail de traduction d'Alain Spiess, auquel on doit aussi celle du livre de Timothy Tackett, *La Révolution, l'Église, la France*, en 1986. Une exigence qui explique aussi que depuis sa parution aux États-Unis en 1996, ce livre ait suscité nombre de débats et de controverses, – ainsi faut-il voir un ultime réflexe franco-français dans la difficulté à suivre l'A. dans l'hypothèse d'un glissement du jansénisme en direction de la Réforme ? Débats que l'A. a très délibérément ouverts, – les notes du livre constituent un état quasi-exhaustif des recherches sur l'ensemble de ces questions –, dans une intention parfaitement claire lorsque, à la vingt-sixième de ces quelque cinq-cent-soixante-dix pages, il prévient qu'il n'a pas la prétention de donner ici le livre de l'histoire des origines religieuses de la Révolution. Du moins ce livre restera-t-il comme celui grâce auquel il sera devenu impossible d'ignorer que la Révolution française a eu aussi des origines religieuses.

Rita Hermon-Belot.

126.27

WASSERSTEIN (Bernard).

Les Juifs d'Europe depuis 1945. Une diaspora en voie de disparition. (traduit de *Vanishing Diaspora. The Jews in Europe since 1945* par Jacqueline Carnaud), (Hamish Hamilton 1996, édition révisée Penguin Books 1997), Paris, Calmann-Lévy, 2000, 356 p. (bibliogr., tabl., glossaire, index).

Professeur à Oxford, à Jérusalem et à la Brandeis University (USA), Président du Oxford Centre for Hebrew and Jewish Studies, l'historien B.W. a déclenché avec cet ouvrage une controverse considérable aux États-Unis et en Grande-Bretagne : il y annonce en effet la fin prochaine et inéluctable des judaïcités européennes.

Sa thèse, à 40 ans de distance, n'est pas sans rappeler celle de Georges Friedmann dans « Fin du Peuple juif ? », où ce dernier prenant acte de la sécularisation grandissante des juifs dans les sociétés occidentales, de la régression de l'antisémitisme et partant d'un effritement des solidarités juives, en particulier avec Israël, s'interrogeait sur la probable disparition des judaïcités européennes.

L'auteur, même si les faits ont en partie contredit Friedmann (l'Europe se caractérise par une *résurgence de l'antisémitisme*), considère que le diagnostic est « fondamentalement juste ». Pourquoi ? Plusieurs causes expliquent ce lent déclin. Des raisons démographiques : le faible taux de natalité, et l'augmentation des mariages mixtes, à mettre en relation avec la sécularisation importante de ces sociétés, l'émigration vers Israël et les États-Unis (plus pour ceux de l'Est que pour ceux de l'Ouest). Les évolutions constatées vont toutes dans le même sens : une contraction des diasporas juives européennes, tant en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest, pour des raisons opposées (atmosphère hostile dans le premier cas, plus ouverte dans l'autre) que l'A. analyse avec finesse, en puisant en particulier dans toutes les enquêtes existant sur les différentes communautés.

Ainsi il souligne que, pour la première fois depuis le Moyen Âge, il y a désormais plus de juifs en Europe occidentale qu'en Europe orientale : les incertitudes politiques et économiques qui accompagnent la chute du mur de Berlin en 1989 déclenchent à l'Est la plus grande vague d'émigration juive depuis le début du XX^e siècle. Des milliers de juifs de l'ex-URSS, mais aussi de Hongrie, de Roumanie, de Slovaquie, de Bulgarie, furent l'instabilité, et les manifestations ici et là d'antisémitisme envers des communautés assimilées par certains au pouvoir communiste. Ils s'installent en Israël, aux États-Unis, mais aussi en Allemagne (où l'afflux des individus ne s'est pas traduit par des engagements communautaires marqués).

Comme le dit l'A., « le nouveau « printemps des peuples » que connaît l'Europe de l'Est en 1989 a plutôt un goût d'automne pour les Juifs ». Quant à ceux de l'Ouest « en ces temps d'après guerre froide, (ils) poursuivent leur lent déclin démographique et leur progressive assimilation » : les valeurs libérales de ces sociétés les entraînent dans « une inexorable spirale assimilatrice » : l'augmentation des mariages mixtes, la baisse de la fécondité, l'ignorance de la culture juive et l'indifférence croissante de l'immense majorité, l'absence de créativité des autorités spirituelles (par exemple en ce qui concerne le rôle des femmes dans la vie religieuse) ne sont pas compensées par le développement d'écoles juives (quasi inexistantes en France par exemple dans les années cinquante, florissantes depuis), ou de sections d'études juives dans certaines universités.

L'A. consacre de très nombreuses pages à la résurgence de l'extrême-droite et aux diverses formes d'antisémitisme dans cette partie de l'Europe (le livre a été écrit en 1996-1997). Un